



SECTION  
DE LA  
MOSELLE



L'INFO57

*Bulletin d'information de la section locale F.O.-DGFIP*

Monsieur le Président,

La période électorale est passée : vous l'avez constaté, comme tout au long de son histoire, Force ouvrière est restée indépendante et ancrée sur sa légitimité syndicale. Cela ne nous a pas empêché d'exprimer clairement et sans ambiguïté notre détermination à préserver les principes républicains, laïcs et universalistes et ce, hors de toute emprise politique.

Nous réaffirmons sur cette base nos revendications, et en particulier, celles concernant l'augmentation de nos traitements, une réelle reconnaissance de notre travail dans les faits, et le maintien d'une Fonction Publique sous Statut et des services publics dignes de ce nom.

FO DGFIP continuera de défendre sans relâche les missions de la DGFIP, et les intérêts moraux et matériels des personnels. Nous réaffirmons l'utilité sociale, économique, budgétaire et démocratique de toutes nos missions.

Nous réaffirmons notre détermination à combattre toute réforme des retraites visant à supprimer les régimes existants fondés sur la solidarité intergénérationnelle et à reculer l'âge de départ (âge légal, âge pivot ou d'équilibre, durée de cotisation).

Le 18 mai, par message doublé d'une publication sur Ulysse, le Directeur Général nous annonçait une grande campagne de réunionites associant l'ensemble des agents pour que « nous nous dotions ensemble d'une nouvelle feuille de route, qui définira des perspectives claires et partagées pour l'ensemble de nos métiers et de notre organisation, et qui pourra être le cadre d'un futur nouveau Contrat d'Objectifs et de Moyen (COM) ».

Mais à quoi bon, puisque le 1<sup>er</sup> objectif de nos dirigeants, c'est justement de supprimer les moyens ?

Après des années d'attaques frontales et méthodiques contre nos métiers, des abandons de missions et leur transfert dans le privé, des suppressions incessantes de structures qui éloignent de fait, une grande partie de la population d'un service de qualité et qui contraignent les agents à des mutations forcées, l'administration ose aujourd'hui affirmer vouloir nous consulter pour dégager des « perspectives claires et partagées ».

A la DGFIP, à force de foncer tête baissée droit dans le mur de l'industrialisation de nos tâches, nos perspectives n'ont pas fait long feu !

**Dites-nous ce dont vous avez besoin, nous vous dirons comment vous en passer..., comme dirait Coluche !**

Comment attendre de la part des agents une quelconque forme de collaboration à cette entreprise de destruction planifiée par notre administration ?

Car, quoi que vous exprimiez dans ces réunions-mascarades, l'administration réussira toujours à y trouver une caution pour valider ses thèses et poursuivre ses projets, regrouper, spécialiser, digitaliser, privatiser, plate-formiser, encore et toujours...

Que personne ne s'y trompe, le prochain « C.O.M. » est déjà prêt dans le tiroir de la Direction Générale.

Reste à savoir comment l'emballer avec quelques grosses ficelles...

**FO DGFIP Moselle ne cautionnera pas ce simulacre de dialogue social**

**FO DGFIP Moselle revendique une revalorisation significative de nos rémunérations par l'augmentation du point d'indice et un très large plan de promotions internes.**

**Et comment passer sous silence le début de la campagne déclarative, et ses dysfonctionnements ?**

Une campagne qui a démarré sur les chapeaux de roue, avec la suspension de la déclaration de revenus en ligne, et l'envoi tardif et fractionné des déclarations papier qui a fait reculer leur date limite de dépôt.

Et qui doit toujours assumer les conséquences de ces dysfonctionnements ? Les agents toujours présents de la DGFIP bien sûr !

La Direction Générale qui cherche des idées pour améliorer nos conditions de travail pourrait commencer par nous épargner ce type de complications parfaitement évitables, si elle avait le service public comme boussole plutôt que les économies comme obsession !

**Et comment passer aussi sous silence les vacances d'emplois en Moselle après le mouvement national, porteur de très fortes inquiétudes pour les agents ?**

Le NRP et les suppressions d'emplois ne sont pas les seuls dangers pour les conditions de travail de nos collègues, pour nos services et notre Service Public.

En effet, la situation des effectifs projetée au 31/12/2022 par la DG indique des vacances de 42,6 agents C, 37 agents B et 4,2 agents A. C'est catastrophique pour le département, qui compte un nombre important de départs à la retraite.

Malheureusement, c'est le fruit d'un manque d'anticipation et de gestion prévisionnelle efficace de la part de la DG...

Il est de votre devoir, Monsieur le Président, d'alerter la Direction Générale sur la situation !

Les répercussions sont énormes sur les agents de la Moselle ayant fait une demande de mutation, qu'elle soit forcée, contrainte, subie ou volontaire.

**Et comment ne pas parler encore et toujours du NRP, qui fait insidieusement son chemin, et de ses conséquences ?**

Ce nouveau réseau, qui n'a rien de proximité, couplé à un laminage incessant des effectifs, loin de simplifier le quotidien des agents et des usagers, exacerbent au contraire les tensions et partout, les services, en grande difficulté, fonctionnent avec des collègues découragés, désabusés, et écoeurés par le niveau d'impréparation et d'obstination qui préside aux restructurations, sans oublier leur inquiétude légitime de perdre leur poste.

Et ce ne sont pas les groupes de travail qui vont améliorer la situation : comment faire, en quelques heures, pour que des services qui n'ont ni les mêmes méthodes de travail, ni les mêmes applications informatiques parfois, et ni même parfois le même travail, cohabitent, se coordonnent ? Comment faire

quand un même service devra être réparti sur plusieurs dizaines de kilomètres ? A quoi bon maintenir une restructuration dont on peut d'ores et déjà dire....qu'elle est vouée à l'échec ?

Mais c'est vrai, « le bon sens près de chez vous », ce n'est que dans la pub !

Et c'est sans compter sur l'externalisation continue de nos missions, dont le dernier en date : la TOIP....

Superbe évolution du téléphone, confiée à un opérateur privé...

Quand auparavant, le travail était confié à des agents de la DGFIP, maintenant, le moindre changement sur un site (nouvel arrivant par exemple) implique que l'intervention se fasse par le biais de l'opérateur ! Et chaque intervention est facturée à la DGFIP, c'est dire le coût de ces opérations avec les restructurations qui s'accumulent, et les agents qui bougent au gré de ces restructurations. Autant dire que le niveau de réactivité s'allonge : entre nouveau téléphone et habilitations informatiques, les arrivants sur un poste sont certains de ne pas pouvoir travailler rapidement sur leur poste !

Nous en venons maintenant aux sujets de l'ordre du jour :

- la réorganisation du contrôle fiscal « ou quand les directeurs passent : faire et défaire c'est toujours travailler ». Pour FO, malheureusement, cette réorganisation n'est qu'un début, tous les agents du contrôle fiscal seront impactés à terme avec les pôles de contrôles unifiés, les pôles nationaux de contrôles à distance, le développement de l'Intelligence Artificielle et la mort de la sanctuarisation du contrôle fiscal puis son lot de suppressions d'emplois ;

- la présentation du dispositif PCA (plan de continuation d'activité), l'idée étant de faire face à une crise quelle qu'en soit la nature : impact bâtimentaire, crue, incendie, crise sanitaire ... Ce plan reprend chaque activité essentielle, le nombre d'agents nécessaire à mobiliser pour exercer cette activité, avec l'intégration d'une notion de temps (à faire : immédiatement, dans la semaine, le mois ...). Les chefs de division ont été mobilisés pour élaborer ce plan, qui a vocation à être actualisé régulièrement. Si ce plan s'apparente à un vade-mecum pour les responsables de sites, faut-il y voir également une assise à une réflexion plus globale sur les emplois et les missions ?

Nous terminerons cette déclaration liminaire par un point ne faisant pas partie de l'ordre du jour mais porteur de fortes inquiétudes pour l'avenir car la DGFIP aura supporté, à elle seule, sur le quinquennat qui s'achève, pratiquement 7 fois plus de suppressions d'emplois que l'ensemble de la Fonction publique d'État, plus de 40 000 suppressions en 20 ans.

Cette exemplarité dans la destruction absurde, dictée uniquement par une politique budgétaire de restriction des coûts induit la disparition de la présence de l'état sur le territoire et finira un jour par jouer des tours au pays tout entier, aux citoyens, aux territoires, à la cohésion sociale, au consentement à l'impôt, à l'égalité bref, **à la République.**

## **FO-DGFIP Moselle revendique**



- **l'arrêt des suppressions d'emplois,**
- **un recrutement de fonctionnaires titulaires à la hauteur des besoins,**
- **le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000 par l'augmentation de la valeur du point d'indice,**
- **l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation,**
- **un déroulement de carrière et des débouchés satisfaisants pour tous les agents,**
- **une amélioration significative des conditions de travail.**